



**Non à la militarisation de l'École !  
Non aux suppressions de postes : des moyens  
pour l'école et les services publics,  
pas pour la guerre !**

Nous, 138 adhérents du SNUDI FO de La Réunion réunis en Assemblée Générale à SAINT-PAUL, le 10 février 2026, avons pris connaissance des dernières mesures du gouvernement et en particulier celles du ministère de l'Éducation Nationale imposées par la loi de finances 2026.

Malgré la promesse de ne pas avoir recours au 49/3, le gouvernement nous inflige une nouvelle cure d'austérité en faisant adopter autoritairement son budget, budget qui va encore aggraver la situation des services publics dont l'école.

Tandis que le budget de l'Armée a doublé entre 2017 et 2024, l'Éducation Nationale a perdu en 2025 : 4000 postes et en 2026 : 3256 postes dont 1891 dans le 1<sup>er</sup> Degré, soit plus de 7000 postes supprimés en 2 ans !

S'ajoutent pour la rentrée 2026, 1000 postes qui seront dévolus à la mise en place des PAS, dispositif dénoncé par notre fédération car il amplifie les conséquences dramatiques d'une école dite inclusive sans moyens suffisants.

Celle-ci se traduit dans nos classes par l'inclusion d'élèves en situation de handicap non ou mal pris en charge, nous laissant démunis devant une situation humainement et pédagogiquement intenable et a pour conséquence une dégradation continue des conditions d'enseignement pour tous les élèves et des relations entre les personnels et les familles.

L'assemblée générale dénonce la violence institutionnelle (pressions récurrentes, exigences insurmontables, manque de moyens, etc.) qui s'exerce à l'encontre des personnels et se traduit de plus en plus fréquemment par des agressions à l'égard des agents.

L'inclusion systématique ne sert qu'à masquer les économies budgétaires car sans postes, sans personnels spécialisés, sans moyens adaptés, elle devient une source supplémentaire de souffrance pour tous, élèves et personnels.

A La Réunion, ce sont 22 postes dans le 1<sup>er</sup> degré et 64 dans le 2<sup>nd</sup> degré qui seront supprimés à la rentrée, soit pour le 1<sup>er</sup> degré des dizaines de fermetures de classe, pour répondre aux demandes d'ouvertures de classes indispensables.

Ces décisions sont d'autant plus inacceptables que la revendication intersyndicale formulée depuis de nombreuses années consistait à étendre l'éducation prioritaire sur toute La Réunion.

En effet, La Réunion, département ultra-marin, cumule inégalités sociales, scolaires et territoriales et les besoins éducatifs sont structurellement supérieurs à la moyenne nationale.

Alors que l'école manque de tout : enseignants spécialisés, remplaçants, médecins scolaires, infirmières, assistantes sociales, que notre pouvoir d'achat a baissé de 31,5 % depuis 25 ans, que le bâti scolaire est en dégradation constante : (températures accusant plus de 35° à La Réunion, insalubrité dans de nombreuses écoles), crédits scolaires insuffisants, le gouvernement fait le choix de poursuivre sa politique de destruction des services publics avec une saignée brutale des moyens, faisant passer le budget militaire avant celui de l'Éducation Nationale, répondant ainsi aux injonctions des États Unis et de l'Union Européenne, en l'augmentant de 6,7 Milliards d'euros !

Ces choix budgétaires ont des conséquences directes : plus d'argent pour la marche à la guerre, c'est sous-financer les services publics, et simultanément contraindre les personnels à collaborer à « l'effort de guerre » en participant à la « militarisation des esprits » tout en renonçant à leurs revendications.

L'Éducation Nationale se voit ainsi sommée de répondre aux exigences de l'Armée, en témoignant :

- L'invitation faite, le 17 décembre 2025, aux enseignants des 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degrés de La Réunion à une conférence intitulée : « Enseigner la défense : enjeux et perspectives », animée par un membre de l'État major des FAZSOI sur la thématique « souveraineté nationale et contexte géopolitique actuel ».

- La multiplication des classes « Défense » qui deviennent les antichambres du recrutement de la jeunesse pour les Armées.

- Le retour du service militaire où les jeunes seront invités, lors de la « journée de défense et de citoyenneté », rebaptisée « journée de mobilisation », à remplir « un questionnaire dans lequel on leur demandera s'ils seraient intéressés par un service militaire volontaire ». Les sélectionnés seront avisés en mai, afin, comme l'a expliqué la ministre Vautrin, que « le calendrier correspond à celui de Parcoursup », préparant ainsi une conscription de 100 000 jeunes « recalés » à Parcoursup !

- La publication sur Eduscol du livret « Acculturer les jeunes à la défense » livret dont l'ambition est de « construire un projet d'éducation à la défense »

Refusant d'ouvrir d'autres perspectives à la jeunesse que celles de la guerre et de l'embrigadement, le gouvernement tourne le dos aux revendications de la population et des personnels des services publics, en conséquence l'AG du SNUDI FO 974 exige :

**- l'annulation des suppressions de postes et la création des postes à hauteur des besoins : enseignants spécialisés, médecins scolaires, assistantes sociales, infirmières scolaires, AED, AESH, ... ;**

**- un statut et un vrai salaire pour les AESH : 24 h pour un temps plein, un salaire de fonctionnaire de catégorie B ;**

**- l'interdiction de toute forme d'intrusion militaire dans les écoles et établissements scolaires, que ce soit auprès des élèves ou auprès des personnels sous le prétexte de « formations » ;**

**- l'annulation des dispositions qui remettent en cause la majoration de traitement pour vie chère dans les DROM durant les CLM, CGM..., dispositions consécutives au décret du 27 juin 2024 « fixant les conditions d'amélioration des garanties en prévoyance dans la fonction publique de l'État », qui s'attaquent aux personnels les plus fragiles surajoutant de lourdes difficultés financières à la souffrance de la maladie.**

**Adopté à l'unanimité des 138 adhérents présents.**